



CLASSIQUES  
GARNIER

PÉREZ (Roland), « Présentation », *Entreprise & Société*, n° 9, 2021 – 1, p. 39-48

DOI : [10.48611/isbn.978-2-406-12203-6.p.0039](https://doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-12203-6.p.0039)

*La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.*

© 2021. Classiques Garnier, Paris.  
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.  
Tous droits réservés pour tous les pays.

# PRÉSENTATION

Roland PÉREZ  
Université de Montpellier

La relation entre les faits et leurs représentations constitue une question ouverte s'il en est, tant en termes d'orientation que de contenu. Ici, les faits apparaissent évidents pour tout observateur de bonne foi et leur représentation s'en déduit aisément ; là leur apparence et moins évidente à interpréter et il faut parfois se méfier d'une représentation trop simpliste liée aux moyens limités dont dispose l'observateur. Dans nombre de cas, surtout dans le champ des sciences humaines et sociales, s'applique le constat appelé parfois « théorème de Lévi-Strauss » selon lequel, lorsque l'observateur est de même nature que le phénomène étudié, il fait partie du champ d'observation ; situation entraînant des interactions pouvant aller jusqu'à des situations dites de « performativité » dans lesquelles c'est la représentation conceptuelle qui influence l'évolution, voire l'avènement, du phénomène étudié.

Le domaine de la finance illustre tout à fait cette ambivalence ; la théorie financière impliquant une représentation du monde relevant de « conceptualisations implicitement normatives » et pouvant avoir des effets performatifs sur le comportement des agents concernés, devenant, comme le dit Donald Mac Kenzie, « *An Engine, not a camera* » (2008). D'autres chercheurs ont dressé des constats comparables, ainsi Michel Aglietta et son équipe (2016, 2019, 2021), Nicolas Bouleau (2018), Paul Dembinski (2015), Jean-Baptiste de Foucauld (2016), Gaël Giraud (2012), David Graeber (2013), Paul Jorion (2008, 2017), Steve Keen (2011, 2017), Michael J. Sandel (2012), Nassim N. Taleb (2008), Adair Turner (2016).

Durant plusieurs années (2009-2015), un collectif de chercheurs, sous l'égide de plusieurs institutions (CRIFA<sup>1</sup>, CGSIG<sup>2</sup>, FIR<sup>3</sup>, ISMEA<sup>4</sup>, RIODD<sup>5</sup>) a organisé des rencontres thématiques sur la « Finance soutenable/responsable » dans le cadre d'un programme partenarial international dénommé *FAS (Finance and Sustainability)*<sup>6</sup>.

Les années suivantes (2016-2019), les animateurs du collectif – devenu « *new FAS* » (*Finance, Accountability and Society*) – ont continué à développer leurs réflexions en liaison avec des initiatives voisines : AREF<sup>7</sup>, EURAM<sup>8</sup>, Finance Watch<sup>9</sup>, SSFA<sup>10</sup>, ... Ainsi, en 2018, le RIODD a organisé une journée d'étude dans le cadre de la « Semaine du Management » de la FNEGE à Paris<sup>11</sup>. En 2019,

1 CRIFA – Club recherche de l'Institut français des administrateurs, présidé par D. Lebègue /www.ifa-asso.com (dernière consultation 10/04/2021). L'IFA édite la *Revue française de gouvernance d'entreprise (RFGE)*

2 CGSIG (*Corporate Governance and Sustainability International Group*), devenu CGLGR (*Centre for Governance, Leadership and Global Responsibility*), animé par W. Sun, Leeds Beckett University (UK) www.leedsbeckett.ac.uk/staff/dr-william-sun/ (dernière consultation 10/04/2021)

3 FIR (Forum de l'Investissement responsable) dit French SIF (Sustainable Investment Forum) www.frenchsif.org (dernière consultation 10/04/2021)

4 ISMEA (Institut de science mathématique et économique appliquée), fondé par F. Perroux en 1944 (ISEA), a publié plusieurs revues, dont *Économies et sociétés (carnets de l'ISMEA)* jusqu'à l'été 2015. Le collectif FAS avait contribué à publier une des dernières séries : « *Entreprise et finance* » (série KF – Quatre numéros parus entre 2010 et 2014). Cette série KF et la série K « *Économie de l'entreprise* » sont à l'origine de la présente revue *Entreprise & Société (ENSO)*

5 RIODD (*Réseau international de recherche sur les organisations et le développement durable*) https://riodd.net (dernière consultation 10/04/2021)

6 Cf note de synthèse du programme FAS in *Entreprise & Société (ENSO)* – 2017 – n° 1, p 247-260.

7 AREF (*Association pour renouveler la recherche et l'enseignement en Économie et Finance*), présidée par M. Chesney (Uni. Zurich, CH), https://www.unifr.ch/aref/fr/ (dernière consultation 10/04/2021), liée à l'Observatoire de la finance, Genève, animé par P. Dembinski http://www.obsfin.ch/fr/ (dernière consultation 10/04/2021) – cf ouvrages de M. Chesney (2018) et de P. Dembinski (2016)

8 EURAM (European Association of Management), https://euram.academy/ (dernière consultation 10/04/2021) via son standing track "*Finance, Economy and Society*" – cf ouvrage de S. Alijani & C. Karyotis (2016)

9 Finance Watch (Bruxelles) https://www.finance-watch.org (dernière consultation 10/04/2021) – cf ouvrages d'A. Grandjean & M. Martini (2012), de L. Scialom (2019)

10 SSFA (*Social Studies on Finance Association*) – http://ssfa.free.fr/ (dernière consultation 10/04/2021) cf ouvrages d'I. Chambost & al. (2019), d'I. Huault & C. Richard (2012).

11 Journée d'étude SM 25 du 28.05.2018 : "Refonder la finance : pourquoi ? Comment ?" https://wiki.remixthecommons.org/index.php/Finance\_autrement\_RIODD\_(SM\_17) (dernière consultation 10/04/2021)

le collectif a co-organisé un symposium dans le cadre du colloque AFEP-IIPPE à Lille<sup>12</sup>.

Depuis 2020, le relais est pris par le réseau *PocFIN (Post-crisis Finance Network)* qui regroupe plusieurs chaires et équipes de recherche travaillant sur la finance soutenable/responsable ; groupement qui se situe sous la bannière du réseau international *SDSN (Sustainable Development Decisions Network)*, via la commission « Finance responsable » de SDSN France<sup>13</sup>.

Les articles et documents publiés dans le présent dossier expriment cette diversification nécessaire de la recherche en finance pour mieux en comprendre les composantes et en apprécier leur pertinence par rapport aux enjeux contemporains.

Le premier article, de Bernard Billaudot, propose « *un nouveau regard sur la finance et la finance responsable* ». Ce projet est ambitieux dans la mesure où l'auteur, qui a été l'un des fondateurs de « l'École de la Régulation<sup>14</sup> », considère « qu'on ne peut étudier la finance sans prendre en compte la société globale dont elle n'est qu'une composante ». Par-là, il est amené à partir des transformations du monde actuel, concernant tant les pays dits du « Nord » que dits du « Sud », concernés à des degrés divers par les questions écologiques et socio-économiques. L'auteur part des relations entre agents, relations marquées par une incertitude radicale qu'il convient de réduire en ayant recours à des conventions financières. Ces dernières subissant les effets de la crise contemporaine, l'avènement de la finance responsable constitue pour l'auteur « à la fois un produit de cette crise et l'une des pierres constitutives d'un projet de transformation sociale ».

Le second article, de Charles Daussy et Catherine Karyotis, est focalisé sur un sujet correspondant à l'un des acteurs possibles de cette transformation de la société, les Banques coopératives, à propos desquelles les auteurs se demandent si elles disposent « d'atouts pour institutionnaliser la RSE et changer de paradigme ». Ils partent

---

12 Cf, dans ce numéro, une note de synthèse de David Bourghelle.

13 <https://pocfin.kedge.edu> (dernière consultation 10/04/2021) Réseau animé par Thomas Lagoarde-Segot.

14 Cf le traité récemment publié (février 2021) : B. Billaudot, « *Société, Économie et Civilisation – Vers une seconde modernité écologique et solidaire* », Éditions MSH associées, 1434 p.

de l'hypothèse que le modèle coopératif a des vertus relevant de la « performativité », mais qu'il est nécessaire d'institutionnaliser la RSE « pour que les acteurs financiers l'intériorisent dans toutes leurs pratiques ». Le cas étudié est celui du Crédit Agricole qui est un acteur majeur dans le paysage financier en France. Leurs observations permettent de voir la direction à suivre, mais aussi le chemin qu'il reste à parcourir. . .

La contribution suivante, de Dhafer Saidane et Sana Ben Abdallah, « *Quelle relation causale entre stabilité financière et RSE ? Une comparaison Afrique – Europe* » reste sur cette thématique de la RSE, mais en élargissant le champ spatial. Dans cette perspective, les auteurs se proposent d'examiner s'il y a une relation causale entre la stabilité financière et la RSE en comparant deux échantillons d'entreprises, appartenant aux deux aires géopolitiques concernées ; comparaison qui n'avait pas encore été effectuée avec cette ampleur. Leurs résultats montrent, au-delà des spécificités de chaque groupe, « une relation bidirectionnelle entre la dimension de gouvernance et la stabilité des entreprises », tant européennes qu'africaines ; signe, pour les auteurs, d'un « cercle vertueux entre ces deux variables ».

Elodie Benham s'intéresse à un sujet précis, celui de « la lettre aux actionnaires », qui est l'un des vecteurs de la communication financière. Son étude porte sur le cas de la France, à ce jour peu étudié. Elle montre que « cet outil de communication financière est peu lisible pour la population », et ceci « malgré les recommandations de la réglementation financière ». Ces résultats, sur la France, vont dans le même sens que ceux émanant des pays anglo-saxons. Des recommandations peuvent en être tirées en termes managériaux.

Enfin, Caroline Granier et Sandra Rigot proposent une étude bibliométrique : « *La finance durable : où en est la recherche académique ?* ». Les auteures ont tenté de dresser « un état des lieux des travaux académiques sur la finance durable » à travers une analyse bibliométrique effectuée à partir de la base de données WoS sur la période 1981-2018. Elles ont mis en relief plusieurs thèmes allant de l'analyse des indicateurs de performance sociale et environnementale au rôle des fonds de pension et ISR sur les marchés financiers.

Dans la rubrique « éclairage », nous publions en complément de ce dossier thématique une note de synthèse de David Bourghelle sur

le symposium qui s'est tenu à Lille en juillet 2019 dans le cadre d'un colloque international organisé par l'AFEP (Association Française d'Économie Politique) avec l'IIPPE (*International Initiative for the Promotion of Political Economy*) visant à « penser l'économie de demain et le futur de l'économie politique ». Ce symposium de recherche s'est proposé de repenser la théorie financière face aux nouveaux enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux. L'essentiel des contributions à cette rencontre a fait l'objet d'une publication en cours<sup>15</sup>.

La crise économique et sociale déclenchée par la pandémie que le monde connaît actuellement ne peut encore être totalement évaluée, mais son intensité potentielle appelle une réflexion touchant les différentes composantes de nos sociétés. Certains observateurs font référence aux crises précédentes, celle de 2007, dite des « *subprimes* », pour la plus récente, celle de 1929, dite de la « Grande Dépression », pour se référer à la crise majeure du siècle dernier.

### *La Grande Dépression ou l'encastrement Économie-Société*

Cette crise majeure, qui s'est caractérisée par un krach boursier mémorable, une déflation persistante et un chômage de masse, a fait l'objet de maintes analyses portant sur sa genèse, sa propagation et les mesures prises pour la surmonter, notamment via les politiques de relance, théorisées par Keynes et mises en œuvre par Roosevelt (*New Deal*). Parmi ces analyses, la plus éclairante nous paraît être celle de Karl Polanyi, via son ouvrage « La grande transformation » (1944), se présentant comme une enquête sur les « origines politiques et économiques de notre temps ». Polanyi pointait le concept de « marché autorégulateur » qui représentait, à ses yeux, « la source et la matrice du système » constitutif de cette « civilisation du XIX<sup>e</sup> siècle » laquelle, à ses yeux, s'était effondrée avec la grande crise de 1929. La période d'une centaine d'années (1815-1914) qui s'était écoulée auparavant se caractérisait par une autonomisation croissante de la sphère économique par rapport à la société, mouvement de « désencastrement » de l'économie de marché qui devient même un réencastrement inversé,

---

15 D. Bourghelle, R. Pérez, Ph. Rozin (2021), *Rethinking Finance in the face of new challenges*, Emerald Publishing (book series : "Critical Studies on Corporate Responsibility, Governance and Sustainability")

via la « société de marché ». Depuis la parution de cette œuvre pionnière, les relations entre l'économie et la société ont été souvent analysées sous l'égide de ce double mouvement « désencastrement/réencastrement inversé<sup>16</sup> ».

*La crise des subprimes ou le double encastrement finance – économie – société*

Cette crise récente a fait également l'objet de maintes analyses<sup>17</sup>. Le processus qui l'a amenée a été bien identifié : (i) l'octroi de prêts bancaires à des emprunteurs peu solvables, justifiant des primes de risques élevées, (ii) un mélange de ces crédits risqués avec d'autres, moins risqués, dans des opérations de titrisation, (iii) une offre de ces titres restructurés dans le monde entier, auprès d'épargnants de bonne foi. Ainsi, on a pu assister à une contamination de l'ensemble du système financier, avec des issues fatales comme la faillite de Lehman Brothers. Si l'analogie virale a pu être à l'époque utilisée<sup>18</sup>, il est clair que cette crise était de nature purement financière, dans ses origines comme dans les manipulations qui ont permis sa mise en œuvre et son extension. L'approche en termes d'encastrement proposée par Polanyi et reprise par Granovetter a pu être sollicitée, pour exprimer ce mouvement de financiarisation de l'économie. On a pu parler de « double encastrement » : la domination de la finance sur l'économie s'ajoutant à la domination de l'économie sur la société<sup>19</sup>.

*La crise liée au Coronavirus ou le triple encastrement finance – économie – société humaine – biosphère*

16 Cf notamment Granovetter M. (1985), « Economic Action and Social Structure : the Problem of Embeddedness », *The American Journal of Sociology*, V. 11, n° 3, p 485-510 ; Servet J-M., Maucourant J., Tiran A. (Ed.) (1998), *La modernité de Karl Polanyi*, L'Harmattan ; Caillé A. (2007), « Avec Karl Polanyi, contre le tout marchand », *Revue du Mauss*, n° 29, 1<sup>er</sup> trim.

17 Notamment P. Jorion (2008), G. Soros (2008), A. Turner (2015)

18 « La titrisation a permis la contamination aux marchés financiers des risques liés aux crédits subprimes ; la mondialisation de ces marchés financiers a fait le reste en assurant sa propagation sur la planète. Pour rester dans la métaphore médicale, nous passons de l'infection à la pandémie » (R. Pérez, 2009, *La gouvernance de l'entreprise*, La Découverte, p 87)

19 E. Fimbel & C. Karyotis (2012), « Titrisation et réflexo-genèse », *Économies et Sociétés* (KF 2), 46-3, mars, p 527-551.

Les crises précédentes étaient d'origine financière et beaucoup d'observateurs de la vie économique n'auraient pas été surpris de l'avènement d'une nouvelle crise, également d'origine financière, car plusieurs « signaux » semblaient en indiquer la possibilité, voire l'imminence<sup>20</sup>. Comme on le sait, la crise est venue d'ailleurs, non pas directement de la finance, ni de l'économie plus globalement, ni même des sociétés humaines (guerres, révolutions), mais d'un minuscule virus issu du biotope dans lequel l'espèce humaine vit.

Un tel phénomène n'est pas nouveau et l'histoire de l'humanité témoigne de ces pandémies qui ont ravagé des populations entières avec un nombre de victimes beaucoup plus important que celui actuellement constaté/prévu pour la pandémie en cours. Au demeurant la crise économique et financière qui a commencé et qui risque d'être très sévère, n'est pas directement le fait du virus, mais vient des mesures prises justement pour combattre la pandémie et freiner sa propagation. L'espèce humaine tente de faire face à une agression issue de son propre écosystème auquel elle apportait à ce jour insuffisamment d'attention.

Par là même, apparaît un nouveau désencastrement, voire un encastrement inversé, non pas – comme précédemment – entre la finance, l'économie et la société humaine, mais entre cette société humaine et son écosystème. Là également, des signaux étaient apparus, mais sur d'autres composantes de cette biosphère, comme les ressources fossiles, le climat, la biodiversité... Depuis les travaux du Club de Rome (1970) à ceux récents du GIEC et du IPBES, les sociétés humaines et leurs dirigeants savent que l'humanité, comme toute espèce vivante, ne peut avoir la prétention de se « désencastrier » de son écosystème, voire de le dominer et le façonner à sa guise. La pandémie actuelle, par sa rapidité et l'importance de ses effets économiques et sociaux, amène à mettre l'accent sur cette interdépendance.

*In fine*, une approche polanyienne des trois crises évoquées ci-dessus, permet de proposer une typologie à plusieurs niveaux et d'y positionner les différentes crises évoquées :

---

20 Ainsi le soutien des cours boursiers grâce aux rachats d'actions par les entreprises ou l'inversion des taux à court et moyen terme – cf J. Ninet (2017) et R. Pérez (2019) <https://theconversation.com/la-vague-inquietante-des-rachats-dactions-sur-les-bourses-americaines-117766> (dernière consultation 10/04/2021)



- Niveau 4 : Finance
- Niveau 3 : économie
- Niveau 2 : Société humaine
- Niveau 1 : Biosphère

Il serait souhaitable que chaque niveau soit encadré dans celui dont il est issu : la finance dans l'économie, l'économie dans les sociétés, les sociétés humaines dans leurs écosystèmes.

Les crises présentées supra expriment des désencastresments, voire des encastresments inversés entre deux ou plusieurs de ces niveaux. Les efforts des responsables et des citoyens doivent tendre à « ré-encastresment » dans le bon sens cet ensemble et ainsi remettre à sa place la finance. Le chemin pour y arriver s'avère ardu, mais la direction à prendre est claire. . .

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- AGLIETTA M. VALLA N. (2021), *Le futur de la monnaie*, Paris, Odile Jacob.
- AGLIETTA M. (éd.) (2019), *Capitalisme, le temps des ruptures*, Paris, Odile Jacob.
- AGLIETTA M., OULD-AHMED P., PONSOT J.F. (2016), *La monnaie entre dettes et souveraineté*, Paris, Odile Jacob.
- ALIJANI S., KARYOTIS C. (2016), *Sustainability : Finance, Economy, and society*, Bingley, Emerald Publishing.
- AUVRAY T., DALLERY T., RIGOT S. (2016), *L'entreprise liquidée – la finance contre l'investissement*, Paris, Michalon.
- BOULEAU N. (2018), *Le mensonge de la finance*, Paris, éditions de l'Atelier.
- CHAMBOST I., LENGLET M., TADJEDDINE Y. (eds) (2019), *The making of finance*, London, Routledge.
- CHESNEY M. (2018), *La crise permanente : l'oligarchie financière et l'échec de la démocratie*, Lausanne, P. Polyt. & Uni. Romandes et Éditions Quanto.
- DEMBINSKI P. (2015), *Éthique et responsabilité en finance*, Paris, RB Éditions
- DUPRÉ D. (2019), *La fabrique collective de la finance*, Jouquetti Libre, Formeyer.
- FOUCAULT J-B. DE (éd.) (2016), *Peut-on apprivoiser l'argent aujourd'hui ?* Paris, Hermann.
- GANGI F., MÉRIC J., JARDAT R., MICHELA-DANIELE L. (2019), *Business for Society*, London, Routledge.
- GIRAUD G. (2012), *Illusion financière*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- GRANDIN P., SAIDANE D., (eds) (2011), *La finance durable – Une meilleure finance pour le 21<sup>e</sup> siècle*, Paris, Revue Banque Éditions.
- GRANDJEAN A., MARTINI M. (2016), *Financer la Transition Énergétique*, Paris, Éd de l'Atelier.
- GRAEBER D. (2013), *Dette – 5000 ans d'histoire*, Paris, LLL.
- HUAULT I. ET RICHARD C. (2012), *Finance. The Discreet Regulator : How Financial Activities Shape and Transform the World*, Palgrave MacMillan.
- JORION P. (2017), *L'argent, mode d'emploi*, Paris, Fayard.
- JORION P. (2008), *L'implosion. La finance contre l'économie : ce que révèle et annonce la crise des subprimes*, Paris, Fayard.
- KEEN S. (2017), *Pouvons-nous éviter une autre crise financière ?* Paris, LLL.
- LAGOARDE-SEGOT TH. (2014), *La finance solidaire. Un humanisme économique*, Bruxelles, De Boeck.
- LEVASSEUR M., SCHLOSSER M. (2015), *Finance – une approche responsable*, Paris, Economica.

- MAC KENZIE D. (2008), “*An Engine, not a camera – How financial models shape markets*”, MIT Press.
- NINET J. (2017), *Taux d'intérêt négatifs – Le trou noir du capitalisme financier*, Paris, Garnier.
- PARANQUE B. ET PÉREZ R. (eds) (2016), *Finance reconsidered – New perspectives for a responsible and sustainable finance*, Bingley, Emerald Publishing.
- SERVET J-M. (2015), *La finance comme commun*, Paris, Institut Veblen.
- SANDEL J. M. (2012), *What money can't buy ?* NY, MacMillan.
- SCIALOM L. (2019), *La fascination de l'ogre – Comment desserrer l'étau de la finance*, Paris, Fayard.
- SOROS G. (2008), *The New Paradigm for Financial Markets : The Credit Crisis of 2008 and What It Means*, NY, PublicAffairs Perseus.
- SUN W., LOUCHE C., PÉREZ R. (eds) (2011), *Finance and Sustainability : Towards a New Paradigm ? A Post-Crisis Agenda*, Bingley, Emerald Publishing.
- TALEB N. N. (2008), *The Black Swan : The Impact of the Highly Improbable*, London Penguin.
- TURNER A. (2016), *Between Debt and the Devil – Money, credit and fixing global finance*, Princeton Uni. Pr.
- WALTER C. (2013), *Le modèle de marche au hasard en finance*, Paris, Economica.